

Sharon Callan

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

À mon avis, nous devons encourager les individus à prendre des risques, à travailler fort et à prendre des initiatives. Cependant, de nos jours, l'impôt sur les gains en capital pénalise ceux d'entre nous qui travaillent fort et qui prennent des initiatives et des risques. Mon mari et moi faisons la location d'appartements décentes, propres et sécuritaires dans un immeuble de cinq logements acquis il y a 30 ans. Aujourd'hui, nous sommes dans l'impossibilité de vendre cette propriété, car si nous la vendons, tous les « profits » réalisés seront encaissés par Ottawa sous forme d'impôt sur les gains en capital. Nous sommes maintenant dans la soixantaine avancée. Nous espérions profiter de cet argent épargné pour nos vieux jours, mais nous avons dû emprunter en hypothéquant la propriété pour faire refaire deux nouvelles toitures, remplacer un système de chauffage, renouveler les canalisations d'eaux usées, le système électrique, la plomberie et faire installer des détecteurs de fumée. Une fois les dettes remboursées et la part de M. Flaherty prélevée, peut-être nous restera-t-il encore des dettes à rembourser. Les mesures de contrôle des loyers font plafonner les revenus. Il faut réduire l'impôt sur les gains en capital de façon notable.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Nous devons tirer le maximum des ressources naturelles si abondantes de notre pays en exportant des matières et des marchandises à l'étape la plus avancée possible de leur transformation. Par exemple, au lieu d'exporter du pétrole brut, nous devrions raffiner notre pétrole et exporter le produit raffiné, pas le produit brut. Nous devrions exporter des meubles et non le bois, des diamants polis et non les diamants bruts, des denrées et des menus complets surgelés et non du poisson cru. Cette politique créerait plus d'emplois par kilo de matière que ce que nous faisons à l'heure actuelle. Si cette politique s'accompagnait de réductions d'impôt pour les produits finis et de pénalités pour les matières premières, elle ferait rapidement l'unanimité.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Le chômage est le plus élevé chez les jeunes de 18 à 24 ans environ. Les Canadiens âgés doivent se retirer et laisser les jeunes travailler, mais s'ils ne peuvent se permettre financièrement de prendre leur retraite, ils resteront sur le marché du travail. Il faut récompenser les vieux travailleurs lorsqu'ils prennent leur retraite. Deux autres raisons empêchent les jeunes de trouver du travail : la scolarité

insuffisante et l'inexpérience. Lorsque les travailleurs chevronnés prennent leur retraite, ils partent avec un important bagage de connaissances qui devrait être transmis avant leur départ à ceux qui prennent la relève. Le mentorat devrait faire partie du scénario de départ à la retraite de toutes les entreprises et du secteur des services. Il est de plus tout à fait approprié de récompenser les aînés qui participent à la formation de la relève. Au lieu d'une généreuse indemnité de départ, nous devrions nous attendre à la transmission des connaissances et des fruits de l'expérience des aînés avant leur départ.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le gouvernement ne cesse de demander à l'industrie d'être plus concurrentielle, mais le plus gros obstacle est le gouvernement lui-même. Nous savons que ce sont les petites entreprises qui créent des emplois, mais jamais nous ne pensons à regarder de près toutes les obligations imposées aux propriétaires des petites entreprises, comme la paperasserie et les impôts. La TVH a fait de chaque entreprise un perceuteur d'impôt pour le gouvernement. S'il y a une chose qui incite les Canadiens à quitter le Canada pour aller vivre ou travailler à l'étranger, c'est bien le fardeau fiscal. Nous payons de la TVH sur presque tout. À cela s'ajoutent les « taxes sur le tabac et les alcools », l'impôt sur le revenu, la disposition présumée, l'impôt sur les gains en capital, et le fardeau devient carrément écrasant. C'est la raison pour laquelle 30 000 Canadiens vivent en permanence à Lac Chapala au Mexique, pour ne nommer que cet endroit. Si vous vous demandez où se cache la classe moyenne qui ne cesse de diminuer, cherchez d'abord de ce côté.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

La classe moyenne fait face aux défis les plus difficiles à relever. Comme les marchés boursiers battent de l'aile, les revenus d'investissement sont précaires. L'arrivée massive de nouveaux Canadiens engendre un nombre important d'individus vivant de l'aide sociale en attendant de tirer leur épingle du jeu. Les Canadiens fortunés déplacent leur argent à l'étranger, et la classe moyenne sur laquelle repose la stabilité financière de notre pays se sauve à l'étranger, attirée par Nassau, les Îles Caïmans et le Mexique. Les salariés sont de moins en moins nombreux à contribuer au maintien de nos programmes sociaux tant appréciés. Où se trouve la classe moyenne? Elle fuit le rude hiver canadien et le lourd fardeau fiscal canadien.